

Ecrit par le 14 février 2026

Métamorphoses des villes jardins



Le changement climatique redessine déjà notre environnement : assèchement des sols, canicules plus fréquentes, rivière au faible débit... Dans les villes méditerranéennes comme Avignon, la sélection des essences végétales devient un enjeu central pour préserver des espaces urbains vivables et rafraîchis. Une nouvelle publication de l'Agence d'urbanisme de la région Avignon -[AURAV](#)- livre des pistes concrètes pour repenser l'urbanisme végétal face aux aléas climatiques.

Les projections climatiques les plus récentes indiquent un réchauffement marqué dans le sud de la France d'ici 2100, avec des étés nettement plus chauds et une pluviométrie estivale diminuée. Dans la

Ecrit par le 14 février 2026

vallée du Rhône et ses environs, cela se traduit par une multiplication des périodes de sécheresse et un stress hydrique accru pour les sols et les végétaux. Dans ce contexte, il est estimé qu'une grande majorité des essences actuellement plantées en milieu urbain seront sous pression, voire en risque, avec des impacts directs sur leur survie et les services qu'elles rendent comme l'ombrage et le rafraîchissement.

Des stratégies urbaines fondées sur la science

Les végétaux en ville ne sont pas un simple ornement : ils forment une infrastructure climatique. Ils modèrent la chaleur via l'ombrage et l'évapotranspiration, réduisent les îlots de chaleur urbains, facilitent la gestion de l'eau et améliorent la qualité de vie des habitants. Des projets comme [InteGREEN](#) se penchent précisément sur ces bénéfices, mais aussi leurs limites, pour conseiller les villes sur les espèces à planter et leur implantation. À Marseille, par exemple, un vaste plan de plantation d'arbres et de désimperméabilisation accompagne la création d'espaces plus frais et perméables, intégrant des solutions « naturelles » pour gérer l'eau et lutter contre la surchauffe des rues historiques.

Ecrit par le 14 février 2026

Quelques chiffres :

Réchauffement global à l'échelle de la France

+ 4°C

à horizon 2100 selon le scénario RCP 8.5*
(émissions futures très élevées)

Fourchette +3,1 / +5,2 °C

Source : Explore2



Avec des étés beaucoup plus chauds à

+ 4,7°C

Fourchette +3,7 / +7 °C

Source : Explore2, RCP 8.5*



Pluviométrie estivale

-25 à -30%

dans le sud-est de la France

Source : Explore2, RCP 8.5*



Naples

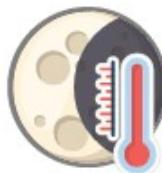
C'est le climat qu'on estime avoir à Avignon en 2100

Source : CNRS, RCP 8.5*

95 nuits tropicales

par an à horizon 2085, contre 18 actuellement

Source : Météo France



Débit moyen estival

(juin à août)

dans les rivières

- 40%

sur le pourtour méditerranéen à horizon 2100

Source : Explore2, RCP 8.5*



71 %

des essences d'arbres plantées en ville seraient en situation de risque lié au changement climatique

Source : CNRS



*RCP 8.5 : Scénario le plus pessimiste d'évolution des émissions de GES, qui correspond à la poursuite de la tendance actuelle (avec une concentration en CO₂ de 1000 ppm en 2100 contre 400 ppm aujourd'hui).

Copyright Aurav Communication

Choisir les bonnes essences : une révolution culturelle

Historiquement, les villes privilégiaient des arbres classiques comme les platanes ou les tilleuls. Mais ces choix esthétiques ne tiennent pas forcément compte des défis climatiques de demain : des programmes comme [Avec](#) (Adaptation du Végétal au Climat de demain), portés par l'[Adème](#), le [Cerema](#) et [Plante & Cité](#), évaluent aujourd'hui plus de 1 300 essences (arbres, arbustes, plantes grimpantes) selon leur potentiel de rafraîchissement et leur capacité à résister à des conditions plus chaudes et sèches. Cette approche scientifique encourage une diversification des plantations plutôt que des alignements monospécifiques, ce qui augmente la résilience globale des milieux urbains et diminue les risques liés aux maladies ou aux chocs climatiques.

Ecrit par le 14 février 2026

Des solutions concrètes pour demain

Quelques tendances fortes émergent des recommandations comme : Conserver et valoriser la végétation existante : protéger les arbres matures et les haies, intégrer les aménagements autour des plantations en place ; Diversifier les strates et les espèces : mélanger hautes et basses plantes, arbres, arbustes, plantes grimpantes, pour une meilleure adaptation et une biodiversité accrue ; Expérimenter et innover : des projets comme les forêts urbaines '[Miyawaki](#)' ou l'installation de fruitiers et de plantes indigènes enrichissent le paysage urbain tout en augmentant les services écologiques et Prendre soin des sols : la qualité des sols urbains, souvent compactés et pauvres, conditionne la réussite des plantations, alors leur renaturation et leur désimperméabilisation sont des leviers essentiels.

Des essences locales

Le choix d'essences locales adaptées au climat actuel et aussi la possibilité de tester des plantes plus résistantes à la chaleur inspirées de milieux secs voisins, sont au cœur des discussions professionnelles, sans solution unique mais avec un ensemble de pistes complémentaires à explorer.

Exemple d'aménagements composant avec les arbres existants :



Copyright Aurav Communication

À Avignon, une intelligence collective au service de la nature en ville

Sur le Grand Avignon, la réflexion sur le végétal urbain s'organise de plus en plus de manière collective, associant collectivités, experts et acteurs de terrain. L'[Aurav](#) joue un rôle central d'animation et de production de connaissances, en mettant en réseau communes, services techniques et partenaires

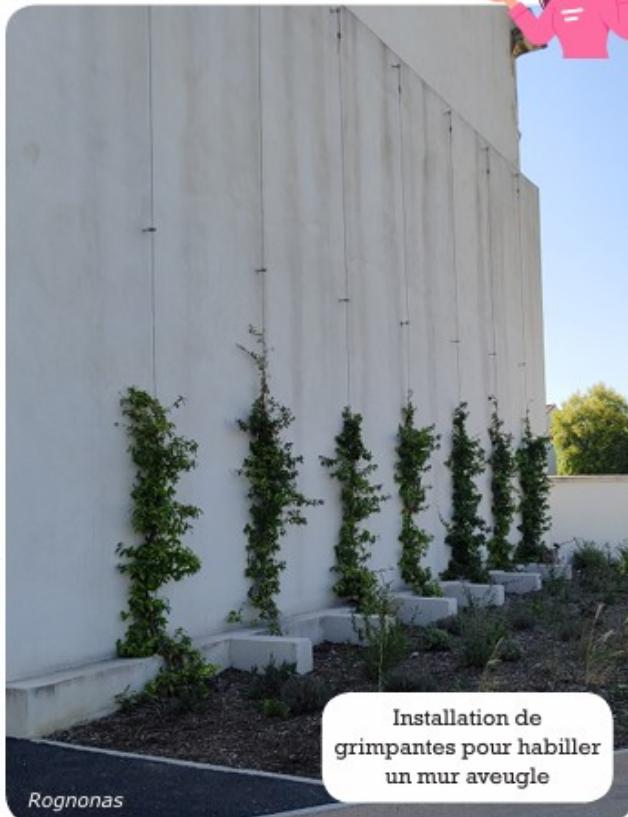
Ecrit par le 14 février 2026

scientifiques autour des enjeux d'adaptation climatique. Les Parcs naturels régionaux du [Luberon](#) et du [Mont-Ventoux](#) constituent également des laboratoires à ciel ouvert : leurs équipes accompagnent les collectivités dans le choix d'essences adaptées aux sols calcaires, aux vents violents et à la raréfaction de l'eau, tout en favorisant les continuités écologiques entre espaces naturels et urbains.

La biodiversité en question

À l'échelle régionale, l'[Arb'e](#) (Agence Régionale de la Biodiversité) Provence-Alpes-Côte d'Azur impulse une dynamique de partage de pratiques à travers des groupes de travail, des guides techniques et des retours d'expériences sur la végétalisation durable. Elle fédère élus, paysagistes, pépiniéristes et gestionnaires d'espaces verts autour d'une approche plus sobre et plus résiliente du végétal.

EXEMPLES D'UTILISATION DE PLANTES GRIMPANTES



Copyright Aurav Communication

Cruciale gestion de l'eau

Des structures comme [Plante & Cité](#), l'[Inrae](#) ou encore les syndicats de rivières locaux (Sorgue, Rhône, Durance) contribuent également à cette réflexion, en croisant les enjeux de biodiversité, de gestion de l'eau et d'aménagement urbain.

Ecrit par le 14 février 2026

Expérimentations

Enfin, certaines communes expérimentent des démarches exemplaires, à l'image de la Ville d'Avignon avec sa pépinière communale et ses partenariats avec des jardins botaniques méditerranéens. Ces initiatives locales illustrent une volonté partagée : sortir des recettes toutes faites pour bâtir, pas à pas, une culture du végétal adaptée au climat de demain, ancrée dans les réalités du territoire et nourrie par l'échange entre acteurs.

Anticiper les défis climatiques

Penser le végétal dans les villes, c'est anticiper les défis climatiques tout en améliorant la qualité de vie. Cela exige un changement de paradigme : de l'ornement à la stratégie climatique, de l'esthétique à la résilience écologique. En combinant savoirs scientifiques, choix d'essences adaptés, diversité végétale et soin des sols, les villes peuvent devenir des environnements durables, rafraîchis et vivables, même sous des climats plus chauds.

Toutes les infos

Toutes les infos sur ce sujet traité et produit par l'aurav [ici](#). Echanges et collaborations : Grand Avignon avec Véronique Arfi, Nelly Guédon et Magali Chabrier ; Inrae d'Avignon avec Michel Valério, Etienne Klein et Bruno Fady ; La Ville d'Avignon, Le min d'Avignon, Pépinière Cérès Flore et le CAUE de Vaucluse.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 14 février 2026



Copyright Aurav Communication

Ecrit par le 14 février 2026

Colloque à Mazan : « L'eau, une urgence vitale » - Comprendre, partager, préserver



Mazan - La Boiserie a accueilli un colloque d'une rare intensité sur l'avenir de l'eau. À l'invitation de Julien Dezecot, directeur de la revue Sans-Transition ! scientifiques, élus, entreprises et citoyens se sont réunis pour comprendre les défis posés par la gestion de l'eau et trouver ensemble les voies d'un usage plus sobre et solidaire. Parmi eux la conférencière et ingénierie hydrologue Charlène Descollonges, Karine Viciana, directrice de la Maison

Ecrit par le 14 février 2026

régionale de l'eau et Antoine Nicault, écologue et paléoclimatologue du Grec-Sud, Groupe régional d'expert sur le climat en région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un constat clair : le système de l'eau est en crise. le colloque était suivi d'une conférence ouverte au grand public.

Il n'y a pas un problème de l'eau en France, mais une série de crises systémiques : c'est l'un des constats forts posés lors de cette journée par Charlène Descollonges, ingénierie hydrologue. La France, comme bien d'autres pays, a hérité de pratiques agricoles, urbaines et industrielles qui ont fragilisé ses milieux aquatiques : drainage des zones humides, disparition des haies et prairies, imperméabilisation des sols, rectification des cours d'eau... Résultat : nos territoires sont devenus vulnérables à la fois à la sécheresse et aux inondations.



Charlène Descollonges et Julien Dezécot Copyright MMH

Et ce n'est pas tout

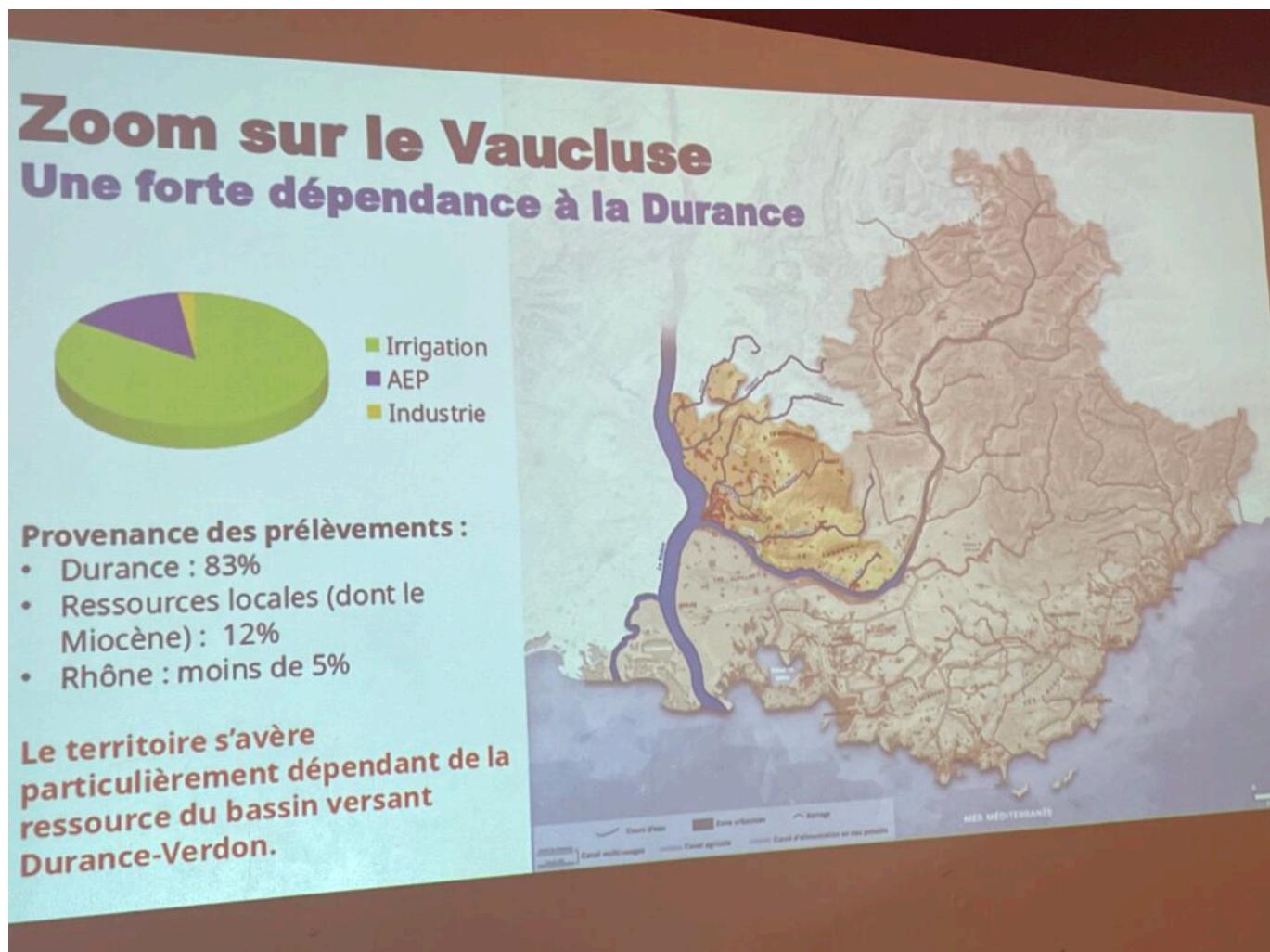
L'eau souterraine, longtemps considérée comme une « banque d'eau infinie », s'épuise à mesure que le

Ecrit par le 14 février 2026

climat se réchauffe. L'alerte est appuyée par le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Météorologie : le grand cycle de l'eau est sérieusement perturbé, et les nappes phréatiques peinent à se recharger.

Qualité de l'eau : une pollution invisible mais persistante

À cette crise de quantité, s'ajoute une crise de qualité. L'eau, même lorsqu'elle coule, n'est pas toujours saine. Polluants agricoles (pesticides, nitrates), résidus médicamenteux, micropolluants, perturbateurs endocriniens... Le cocktail chimique que nous rejetons dans nos rivières et nappes n'est pas encore totalement identifié, mais il inquiète. « On commence à peine à inventorier ce qu'on y trouve, mais les effets sur la santé et la biodiversité sont déjà là », souligne Charlène Descollonges.



Des cartes précises sur l'état de l'eau en Vaucluse

Trois leviers majeurs pour changer la donne

Face à ces constats, des solutions existent, connues, parfois déjà engagées, mais encore trop timides ou

Ecrit par le 14 février 2026

dispersées. Trois piliers d'action ont été mis en avant : La sobriété. Pas seulement en période de crise, mais comme stratégie de fond. Cela passe par une réduction des prélèvements dans les nappes et rivières, et un changement de modèle agricole et alimentaire. « Il faut relier l'eau à nos choix de consommation : produire moins de protéines animales, par exemple, c'est aussi consommer moins d'eau », rappelle Charlène Descollonges.

Deuxième pilier : L'adaptation territoriale

Tous les territoires ne peuvent pas adopter les mêmes solutions. Le colloque a mis en avant la nécessité d'une approche locale et sur-mesure, intégrant les réalités géologiques, climatiques et socio-économiques de chaque bassin. L'adaptation passe aussi par la priorisation des usages : « Il faut sanctuariser certaines nappes pour l'eau potable uniquement », propose Charlène Descollonges.



Julien Dezécot, Karine Viciana et Antoine Nicault Copyright MMH

Troisième pilier : La régénération du cycle de l'eau

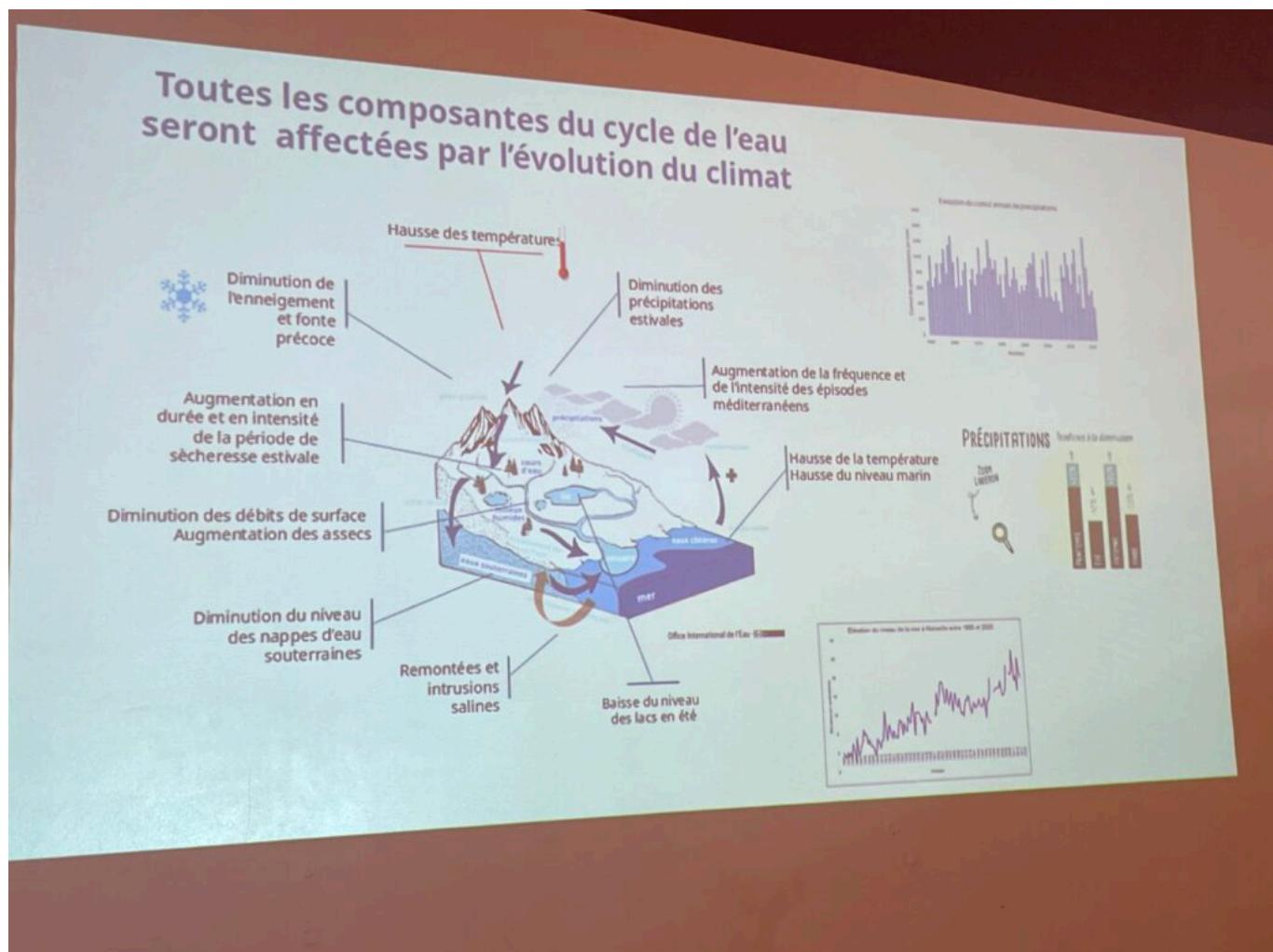
Ecrit par le 14 février 2026

Concept encore méconnu du grand public, l'hydrologie régénérative consiste à favoriser l'infiltration naturelle de l'eau dans les sols, via des aménagements simples comme la conservation des mares, des zones tampons, des haies... qui permettent de recharger les nappes de façon passive, sans énergie, et de restaurer le rôle éponge des écosystèmes.

Enfin, une gouvernance de l'eau à repenser

Au cœur de cette réflexion, la question démocratique a occupé une place centrale. Le partage équitable de l'eau suppose une gouvernance renouvelée, plus inclusive et anticipatrice. Charlène Descollonges, appelle à donner une vraie voix aux citoyens dans les décisions : « Ce ne sont pas que des payeurs de facture. Ce sont des acteurs, des habitants, des parties prenantes à part entière. »

Elle propose même une convention citoyenne de l'eau, à l'image de celle pour le climat. Une utopie ? Peut-être. Mais dans un contexte de tension croissante - où les conflits d'usage autour de l'eau se multiplient ; agriculture, industrie, consommation, tourisme... Mieux vaut prévenir que subir.



Copyright MMH

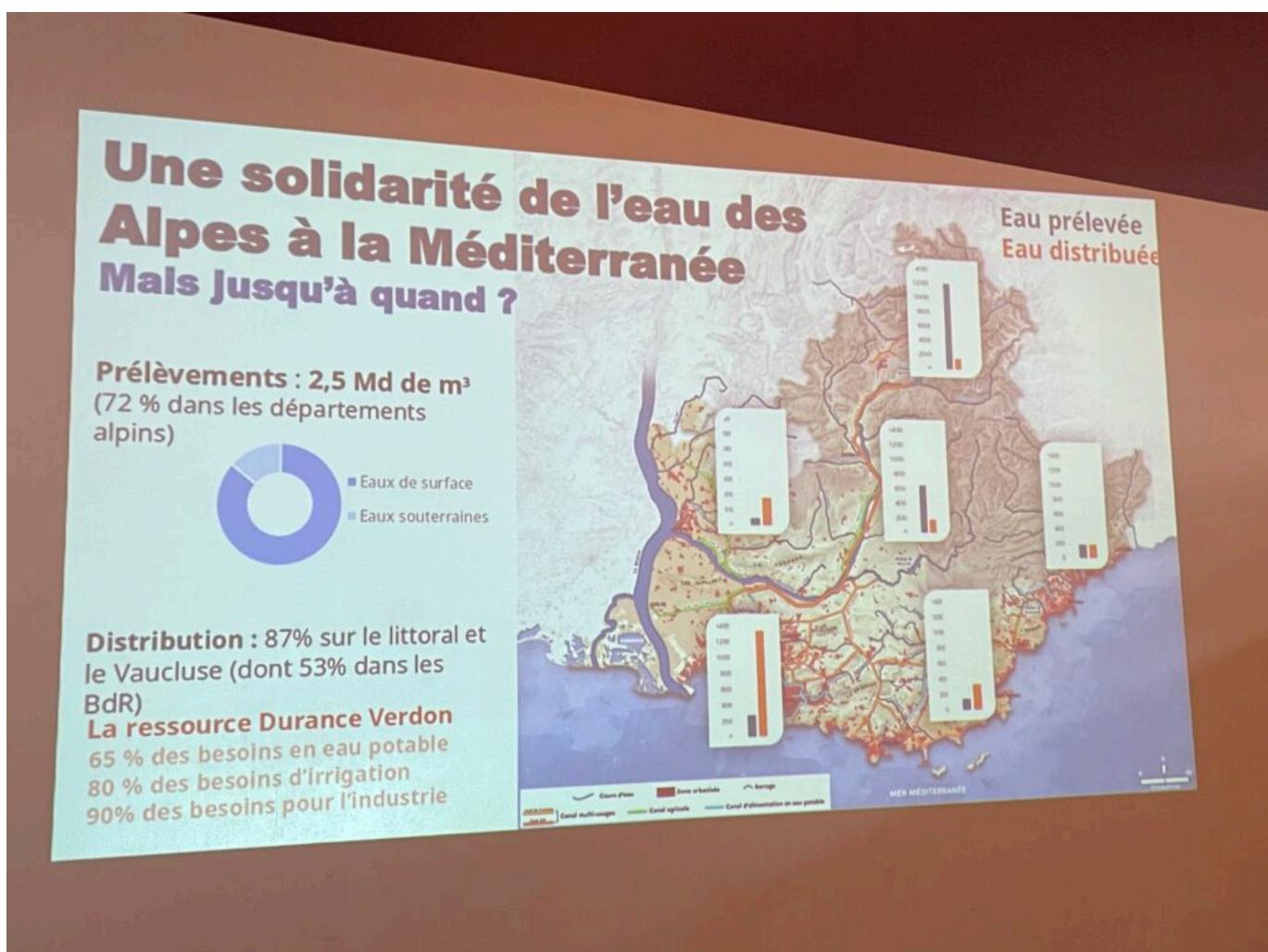
Ecrit par le 14 février 2026

Si on ne change rien...

Les experts sont unanimes : le statu quo mène droit dans le mur. « Si on ne bouge pas, on se prépare à des conflits sociaux majeurs, à des pertes économiques colossales, à des pénuries structurelles », résume Antoine Nicault, du GREC-SUD. Les sécheresses de 2022 et les inondations de 2023 ont déjà laissé des traces. Entre un nord noyé et un sud assoiffé, la France a connu un hiver « coupée en deux ». Ce n'était qu'un avant-goût de ce qui nous attend, selon les intervenants. L'eau est un bien commun précieux, mais elle devient aussi un facteur de risque géopolitique local.

Une opportunité de transformation ?

Malgré la gravité des enjeux, l'ambiance du colloque n'était pas résignée. Au contraire, l'espoir réside dans la mobilisation collective. Des solutions techniques existent. Des initiatives locales inspirantes émergent partout. Reste à leur donner les moyens, le cadre, et l'élan politique nécessaire. « L'eau, c'est le miroir de notre société. La façon dont on l'utilise, dont on la partage, dit tout de notre rapport au vivant, à l'économie, et aux autres », conclut Charlène Descollonges.



Ecrit par le 14 février 2026

Copyright MMH

L'eau n'est plus une ressource illimitée

Ses usages doivent être repensés, régulés, et priorisés. La transition passe par l'adaptation locale, la sobriété, et la participation citoyenne. Les territoires, chacun à leur échelle, ont un rôle à jouer. Une certitude : le futur de l'eau s'écrit dès aujourd'hui et ensemble.



Scientifiques, élus, professionnels de l'eau sont venus écouter et partager les informations sur les enjeux cruciaux de l'eau Copyright MMH

Ecrit par le 14 février 2026

(Vidéo) Mazan, Rencontres pro, l'enjeu crucial de l'eau



Charlène Descollonges, ingénierie hydrologue et auteure, sur l'invitation de '[Sans transition ! Temps pro](#)', donnera une conférence sur 'Les nécessaires solutions à mener en urgence pour l'eau et le vivant, dans le contexte du changement climatique. La rencontre sera suivie par une table ronde avec les entreprises et les acteurs locaux. Cette soirée d'information et de réflexions partagées aura lieu jeudi 25 septembre à la Boiserie de Mazan.

Entreprises, collectivités, associations, syndicats, associations, organisations locales... tous les acteurs du territoire s'engagent pour davantage prendre en compte la préservation de la ressource dans leurs projets et actions territoriales. Lors de cette rencontre, nous pourrons faire un état des lieux de la ressource sur le territoire (avec la [Maison Régionale de l'Eau](#)), dans un contexte de changement climatique (avec le [GREC SUD](#), le Groupe régional d'experts sur le climat en Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Cette introduction contextualisée sera suivie d'une table-ronde avec les entreprises et acteurs locaux qui nous partageront leurs solutions, actions concrètes pour préserver la ressource en eau sur le territoire.

En savoir plus

Ecrit par le 14 février 2026

Le groupe régional d'experts sur le climat en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (GREC-SUD) a vocation à centraliser, transcrire et partager la connaissance scientifique sur le climat et le changement climatique en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'objectif prioritaire du groupe est d'informer les gestionnaires et décideurs du territoire (élus et techniciens des collectivités locales, des espaces protégés, des grands équipements, etc.) dans l'optique d'une meilleure compréhension et d'une prise en compte des résultats scientifiques dans les politiques publiques.

Un cycle de 4 rencontres

Cette conférence est le premier opus d'un cycle de 4 rencontres intitulé « Les pieds dans l'eau » qui se déroule entre septembre 2025 et le printemps 2026, soutenu par le projet européen Leader, porté par le Groupe d'Action Locale (GAL) Ventoux. Un comité d'orientation, composé des acteurs locaux : Le Département de Vaucluse, l'Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement, La Chambre régionale des entreprises, France nature environnement de Vaucluse, Le Parc naturel régional du Mont Ventoux, la Radio RCF, L'Agence de l'eau, Soutenir les économies d'eau citoyennes, Volubilis, CPIE Pays de Vaucluse, Chambre des métiers de l'artisanat Paca, Région Sud paca...

Les infos pratiques

Faire face à l'enjeu crucial de l'eau. Les nécessaires solutions à mener d'urgence. Conférence de [Charlène Descollonges](#), ingénierie hydrologue indépendante, auteure et conférencière spécialiste de l'eau et militante pour le vivant. Sur une initiative de [Sans Transition !](#) Jeudi 25 septembre. 18h. La Boiserie. 150, chemin de Modène à Mazan. Gratuit.

Lucien Stanzione : Réfléchir à l'émergence de nouvelles cultures en phase avec le changement climatique

Ecrit par le 14 février 2026



Lucien Stanziona, sénateur de Vaucluse, s'est rendu chez [Plantin](#), entreprise spécialisée dans la commercialisation et la transformation de la truffe et des champignons. Sa visite à Puyméras avait pour but d'auditionner le dirigeant de l'entreprise fondée en 1930 par Marcel Plantin et reprise par Hervé Poron en 1986 puis par son fils Christopher et son associé Nicolas Rouhier, en 2009. La maison Plantin fournit des truffes des Etats-Unis, au Japon en passant par Singapour ou les Emirats Unis, sans oublier les tables de l'Elysée et réalise un chiffre d'affaire de 40M€.

Ecrit par le 14 février 2026



Lucien Stanzione lors de la visite des ateliers Plantin, Copyright Sénat

Début mars, [Lucien Stanzione](#), sénateur de Vaucluse a visité la fabrique Plantin, détaillant et transformateur en truffes et champignons. «La trufficulture pourrait intervenir dans la diversification de l'agriculture vauclusienne face à la crise structurelle viticole, projette Lucien Stanzione. L'enjeu est d'offrir des alternatives de production plus adaptées au contexte pédoclimatique, plus rentables, et plus durables. »

Fondée en 1930, Plantin fournit les plus grandes tables étoilées. Depuis sa reprise en 2009 par [Nicolas Rouhier](#) (directeur général) et Christopher Poron (Président), elle emploie 90 salariés à Puyméras, 25 au sein de ses filiales à Hong-Kong et New-York et réalise 40 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé dont 50 % à l'export. Elle poursuit son expansion avec de nouvelles infrastructures, dont la volonté de voir s'étoffer la production de truffes en Vaucluse. «La concurrence se fait de plus rude avec d'autres départements comme la Touraine, la Drôme ou le Périgord, mais aussi à l'international jusqu'au Chili. Aujourd'hui 50 % des truffes servies sur le marché français sont achetées en Espagne,» détaille Charles Rouhier responsable des achats. L'entreprise vient d'ailleurs d'acheter 4 hectares de terres à Puyméras.

Ecrit par le 14 février 2026



Lucien Stanzione avec Nicolas et Charles Rouhier Copyright Sénat

«Notre objectif chez Plantin, explique Nicolas Rouhier, est de relancer la production trufficole en Vaucluse en accompagnant les agriculteurs qui le souhaitent dans la reconversion de leurs terres peu rentables, en truffières. Cet accompagnement comprend notamment une analyse des sols, une aide à la sélection des plants truffiers, une formation à la culture de la truffe, et un suivi technique, comme par exemple avec l'irrigation par micro-aspercion... D'autant qu'à l'heure où la crise viticole menace les exploitations viticoles, l'arrachage de nombreuses vignes devient inévitable.»

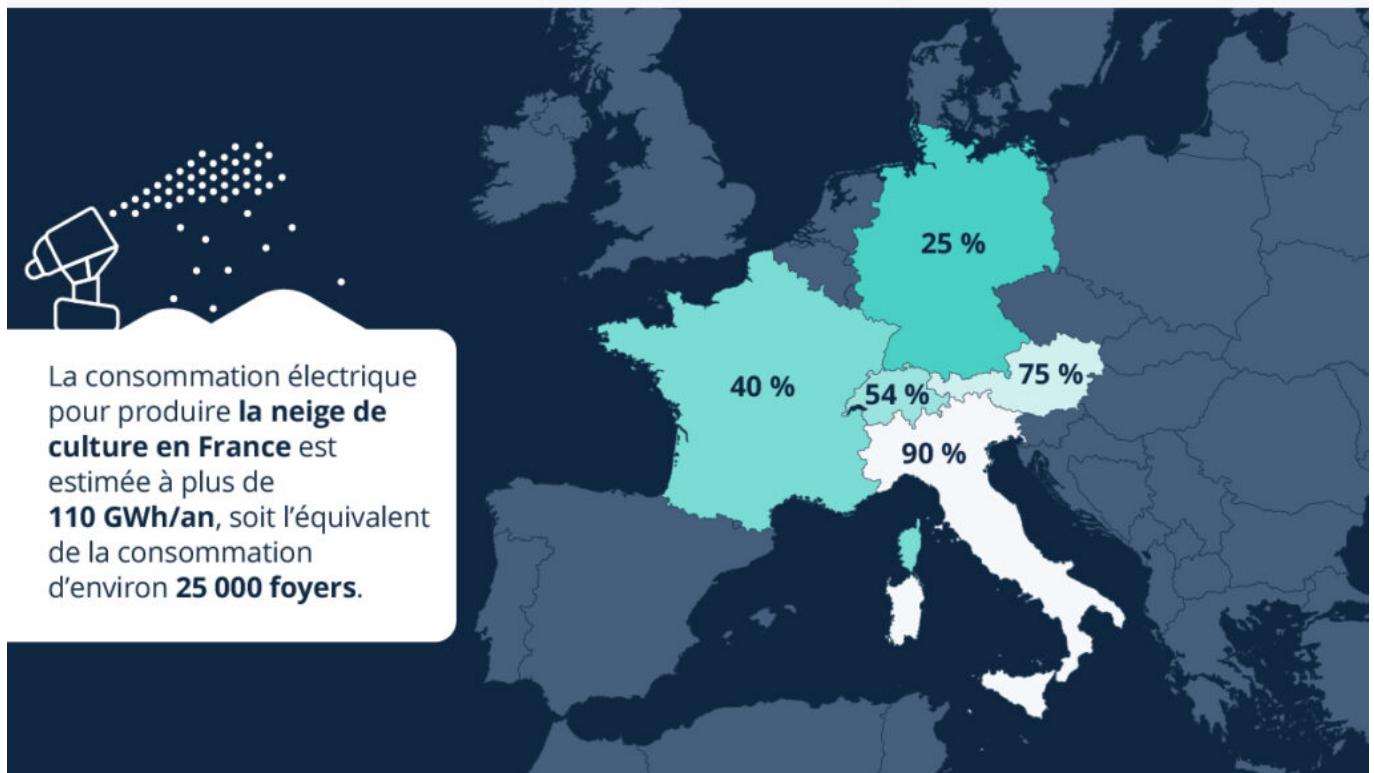
[Lucien Stanzione](#) rencontrera prochainement la Présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse, [Georgia Lambertin](#) également présidente de la Chambre régionale ; [Chantal Eymeoud](#) Vice-Présidente du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et [Bertrand Sauges](#) chargé du projet '[Hauts-de-Provence-Rhodanienne](#)' pour l'accès à l'eau.

Sports d'hiver : les canons à neige désormais (presque) indispensables en Europe

Ecrit par le 14 février 2026

Où la neige sort des canons

Part des pistes de ski ayant eu recours à de la neige artificielle au cours de la saison 2023-2024, par pays



Sources : Domaines skiables de France (DSF), associations allemande, autrichienne et suisse de remontées mécaniques



statista

Dans un rapport rendu public en février 2024, la Cour des Comptes appelle les stations de ski et les collectivités de montagne à une prise de conscience face au réchauffement climatique. Selon les conclusions du rapport : « le modèle économique de ski français s'essouffle » ; « le changement climatique a d'ores et déjà un impact significatif sur les finances publiques locales » ; « la production de neige [artificielle] ne suffira plus ». D'après la Cour des Comptes, les domaines skiables français n'ont

Ecrit par le 14 février 2026

pas suffisamment pris en compte les effets du réchauffement climatique qui se font déjà ressentir, et seules quelques stations pourraient espérer poursuivre leurs activités au-delà de 2050.

Comme le montre notre infographie, basée sur les [données des domaines skiables de France](#) et de quatre autres pays européens, les stations d'Autriche, de France, d'Italie et de Suisse (qui font partie des six pays accueillant le plus de [touristes de sports d'hiver](#) au monde), ont toutes recours en bonne partie aux canons à neige. L'activité de l'ensemble des domaines skiables alpins - qui regroupent plus de 1 600 stations et 11 000 remontées mécaniques - ne peut en effet plus se satisfaire de la neige naturelle depuis longtemps.

Ainsi, à la fin de la saison 2023-2024, selon les données des gestionnaires des stations, 90 % de toutes les pistes situées dans les Alpes italiennes avaient eu recours à la neige artificielle. Les stations autrichiennes et suisses s'appuient également en grande partie sur les canons à neige : 75 % des pistes en Autriche et 54 % en Suisse l'hiver dernier. En France, le taux s'élève à 40 % sur l'ensemble des domaines skiables. En Allemagne, en revanche, on mise encore en grande partie sur la neige naturelle : trois quarts des pistes n'utilisent pas de canons. Si ce pays compte le plus de stations de ski en Europe, il est important de préciser qu'elles sont beaucoup plus petites que chez ses voisins (1 800 remontées mécaniques en Allemagne, contre plus de 3 000 en France et en Autriche).

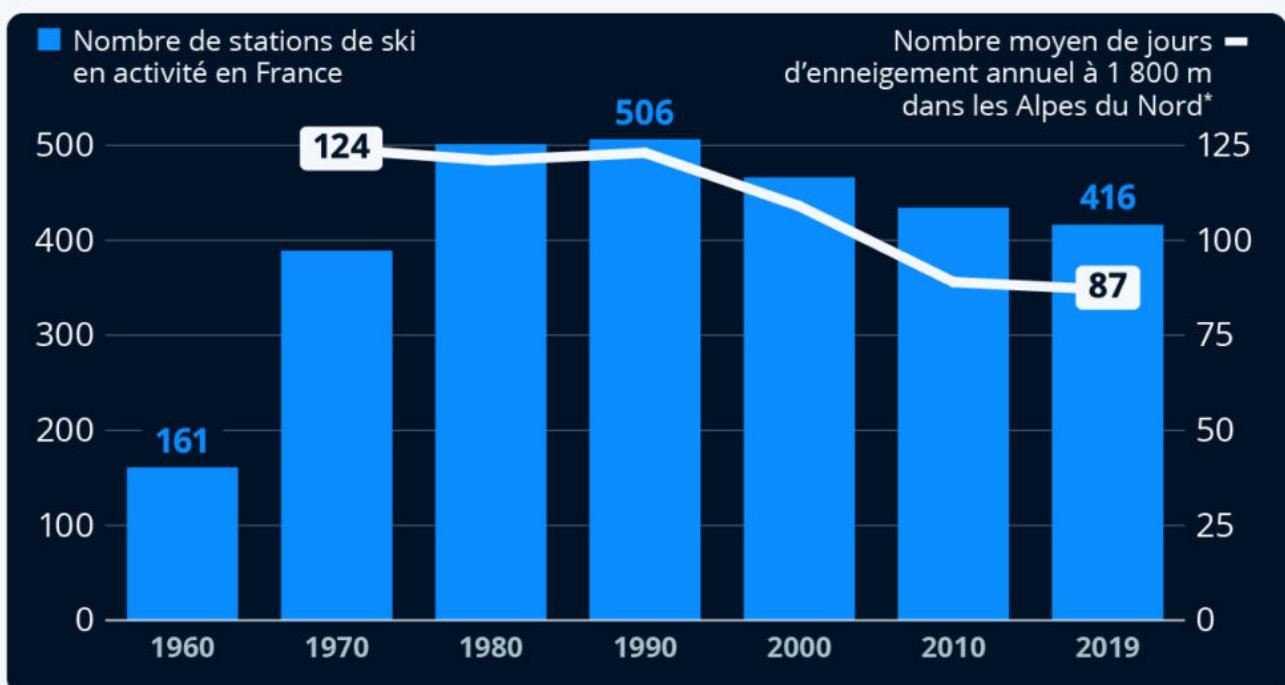
Le tourisme de montagne est une source de revenus importante pour de nombreux pays, mais également pour l'industrie des articles de sport. Selon les estimations de Statista, le chiffre d'affaires mondial des équipements de sports d'hiver s'élevait à environ 12 milliards d'euros en 2022. Cependant, l'utilisation croissante des canons à neige artificielle en raison du changement climatique fait progressivement évoluer les regards sur l'impact environnemental des sports d'hiver, en particulier auprès des plus jeunes, qui ont tendance à se détourner de la [pratique du ski](#) ces dernières années.

Selon un dossier de la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA), près de 1 000 litres d'eau sont nécessaires pour produire environ 2,5 mètres cubes de neige artificielle, soit environ un million de litres d'eau pour un hectare de piste. Les écologistes pointent ainsi du doigt l'épuisement progressif des réserves d'eau potables en montagne pour permettre l'enneigement artificiel, mais aussi l'érosion des sols et les atteintes à la biodiversité par la construction de bassins de collecte. D'après les chiffres du réseau de transport d'électricité RTE, la consommation électrique annuelle nécessaire à l'approvisionnement en neige artificielle des domaines skiables français est de plus de 110 GWh, ce qui représente l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 25 000 foyers.

Ecrit par le 14 février 2026

Les stations de ski face au défi du changement climatique

Nombre de domaines skiables en service en France depuis 1960 et durée moyenne d'enneigement annuel à 1 800 mètres



* Couverture neigeuse d'au moins un mètre, moyenne glissante sur les dix dernières années (sauf 2019 : moyenne 2010-2017). Absence de données antérieures à 1960.

Sources : Pierre-Alexandre Métral (Labex ITTEM) via Slate et Météo-France via France Info



statista

Les stations de ski face au défi du changement climatique

L'Alpe du Grand Serre (Isère), Le Grand Puy (Alpes-de-Haute-Provence), Notre-Dame-du-Pré (Savoie), Le Tanet (Vosges)... Nombreuses sont les stations de ski françaises à avoir annoncé ne pas rouvrir leurs remontées mécaniques cette saison. La faute à des difficultés financières, mais également à la raréfaction de la neige dû au [réchauffement climatique](#), qui affecte plus durement les petites structures que les

Ecrit par le 14 février 2026

grandes.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données du laboratoire scientifique Labex ITTEM (Pierre-Alexandre Métral) publiées par le magazine [Slate](#), le pic du nombre de stations de ski en activité en France a été atteint au début des années 1990 : plus de 500. Un lent déclin a ensuite débuté, avec en moyenne deux à trois fermetures enregistrées par an, les stations fermées n'étant plus remplacées par de nouvelles ouvertures. En 2019, avant que la pandémie de Covid-19 ne frappe le secteur, il restait encore un peu plus de 400 domaines skiables en service. Sur les fermetures recensées au cours des trente dernières années, près de la moitié (45 %) auraient été causées par le manque d'enneigement. Parmi les autres raisons, on trouve la concurrence entre les stations, la mauvaise gestion financière ou encore le recul de la [pratique du ski chez les jeunes](#).

Dans le détail, ce sont les massifs de moyenne montagne (entre 1 000 et 2 000 mètres) qui ont enregistré le plus de fermetures de domaines, étant naturellement davantage touchés par le recul de l'enneigement en raison de leur basse altitude. Mais si les stations des Alpes, souvent situées en haute altitude, sont globalement mieux protégées, elles comptent aussi leurs victimes, en témoigne la fermeture de l'Alpe du Grand Serre cette année. D'autres [domaines skiables français](#) sont malheureusement aussi sur la sellette à l'heure actuelle, et la tendance à la diminution du nombre de stations devrait se poursuivre dans les années à venir.

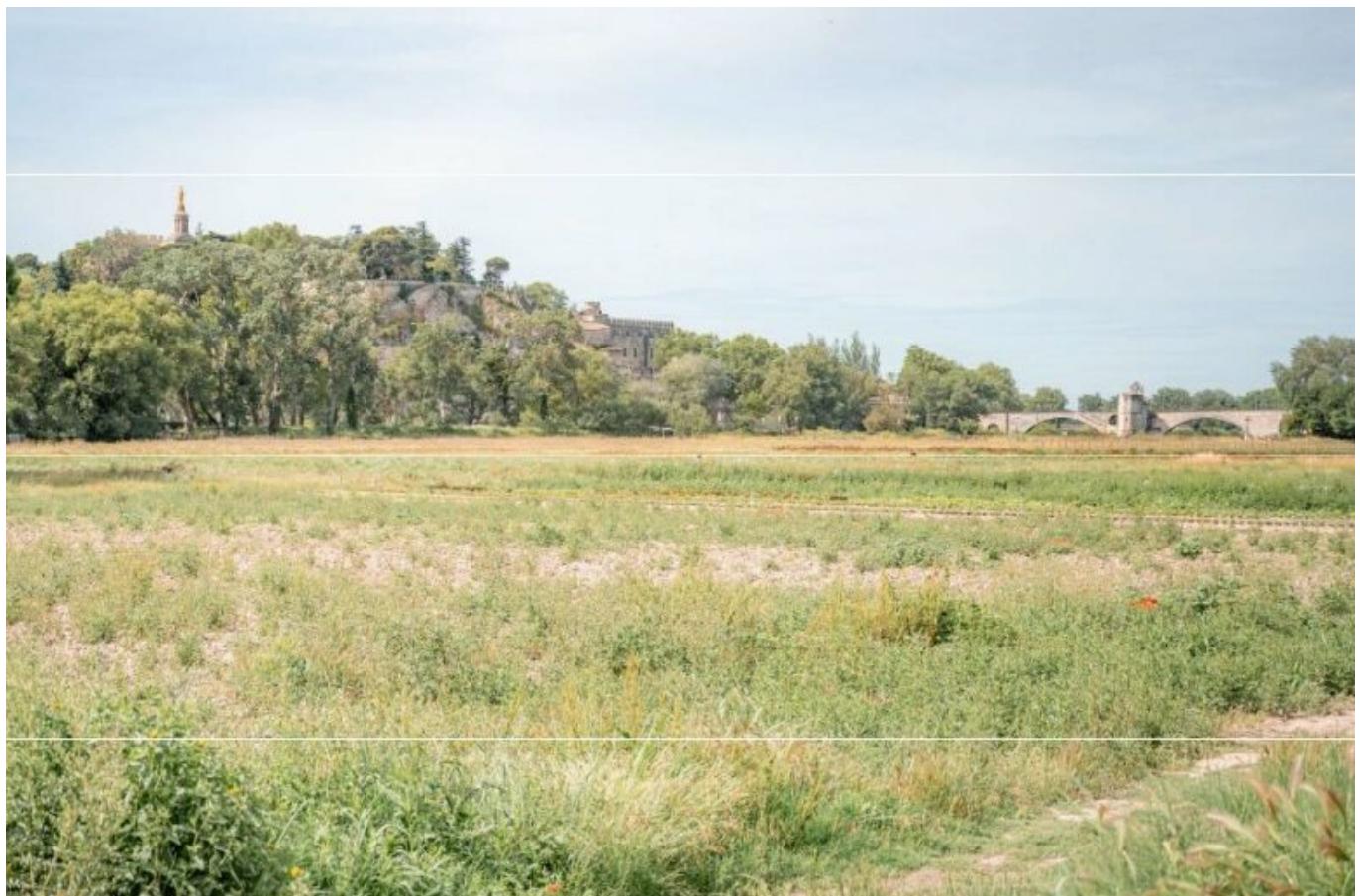
Le changement climatique est [plus brutal dans les régions de montagne](#) qu'ailleurs. Depuis la fin du XIXe siècle, la température a ainsi augmenté de 2°C dans les Alpes et les Pyrénées françaises, contre +1,4°C en moyenne dans le reste du pays, selon Météo-France. Comme le montre également notre infographie, la durée moyenne d'enneigement annuel à 1 800 m dans les Alpes du Nord (moyenne glissante sur dix ans, couverture d'au moins 1 mètre) est passée d'environ 120 jours entre 1970 et 1990, à environ 90 jours depuis 2010, ce qui correspond une perte moyenne d'enneigement d'environ un mois par saison d'hiver.

Dans un rapport publié plus tôt cette année, la Cour des Comptes a pointé du doigt l'essoufflement du modèle économique du ski français. Face au réchauffement climatique, l'institution se montre inquiète pour l'avenir des stations et des communes de montagne concernées : « le changement climatique a d'ores et déjà un impact significatif sur les finances publiques locales » ; « la production de neige [artificielle] ne suffira plus ». La saison dernière (hiver 2023-2024), il est estimé que [40 % des pistes dans les domaines skiables français ont eu recours à de la neige artificielle](#).

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Ecrit par le 14 février 2026

Convention de partenariat entre la Chambre d'agriculture & le Grand Avignon : préserver à tout prix les terres agraires



Georgia Lambertin, présidente de [La Chambre d'agriculture de Vaucluse](#) et Joël Guin président du [Grand Avignon](#) ont signé une convention de partenariat pour maintenir une agriculture forte et durable. Objectif ? Préserver la vocation des terres, résorber les friches agricoles, encourager l'installation des jeunes agriculteurs et poursuivre le Programme alimentaire territorial. Le Grand Avignon met 23 100€ sur la table pour formaliser son aide.

Ecrit par le 14 février 2026



Joël Guin et Georgia Lambertin Copyright Grand Avignon

Ce que la Convention prévoit

La préservation du foncier agricole menacé et plus particulièrement des secteurs agricoles prioritaires tels que la Ceinture verte d'Avignon, le Fer à cheval de Montfavet et la Plaine Sud d'Entraigues.

Aide à la transmission des exploitations agricoles

Via les accompagnements individuels portés par la Chambre d'Agriculture, les rencontres organisées avec l'Adear84 -Association de développement de l'agriculture paysanne- ; le Forum de la transmission annuel avec la Mutualité sociale agricole, les experts-comptables et les notaires.

La création d'un espace test agricole permanent

au mas Baudouin acquis par le Grand Avignon, constitué de plus de 5 ha et d'un bâti de 2 672m² pour permettre aux jeunes agriculteurs de tester, grandeur nature, leur activité, sur une durée maximale de 3 ans.

Le soutien aux circuits courts

Les deux partenaires proposent leur soutien via l'organisation de chambres frigorifiques, d'épiceries

Ecrit par le 14 février 2026

coopératives, de drives fermiers, de magasins de producteurs, le lancement d'études sur la logistique alimentaire de proximité, la promotion de l'agriculture locale et durable via des événements conduits au cours de l'année.



Magasin de producteur Copyright Grand Avignon

Programme alimentaire territorial

En juillet 2019, le Grand Avignon lançait le Programme alimentaire territorial (PAT) avec 200 acteurs locaux. Mission ? Préserver et valoriser une agriculture locale et diversifiée et promouvoir des modes de production respectueux de l'environnement ; Réanimer les circuits courts d'approvisionnement en produits alimentaires sur le territoire ; Favoriser une alimentation saine et durable, accessible à tous et toutes ; Améliorer les pratiques durables de la restauration collective territoriale ; et Développer l'économie sociale et solidaire grâce aux activités agricoles et alimentaires

Le PAT du Grand Avignon s'adresse à ses 200 000 habitants

Il cible plus particulièrement : les 400 agriculteurs présents sur le territoire et les porteurs de projet agricoles, les habitants des 5 quartiers politiques de la Ville et plus particulièrement les 25 000 habitants des quartiers cibles du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), ainsi que les 12 000

Ecrit par le 14 février 2026

enfants bénéficiant de la restauration scolaire municipale.

Etat des lieux et actions, ce qui se joue

Le nombre d'exploitations agricoles sur le Grand Avignon a diminué de 16 % entre 2010 et 2020 (349 exploitations en 2020-Sources RGA) pendant que la surface agricole a diminué de 11 %. Il est nécessaire d'agir pour renouveler les générations et favoriser la transmission des exploitations. Le maintien des exploitations en place (viabilité et vivabilité) est au moins aussi important. La préservation des terres agraires est essentielle face au manque d'agriculteurs porteurs de projets et à la déprise agricole sur certaines zones, la spéculation foncière, l'enfrichement important de la surface agricole.

Le changement climatique

Les agriculteurs sont soumis au changement climatique et doivent faire face à des épisodes de sécheresse, plus fréquents, plus marqués. Ils sont soumis à des contraintes plus fortes (variables selon les secteurs) concernant l'irrigation des cultures avec la nécessité de mettre en œuvre des pratiques économes de la ressource. Les investissements s'annoncent donc importants pour les agriculteurs et ne peuvent se faire qu'avec une vision durable de leur activité. Les agriculteurs doivent aussi continuer à diminuer l'impact environnemental de leurs activités par la mise en place de nouvelles pratiques ou techniques, également dans l'atténuation du changement climatique.

Ecrit par le 14 février 2026



Circuits courts Copyright Grand Avignon

La concurrence des autres pays

Les marchés des fruits et légumes sont soumis à la concurrence d'autres pays souvent avantagés par des coûts de production plus bas et une meilleure précocité. Les productions et activités des agriculteurs doivent aussi se diversifier. La valorisation locale de la production fait partie des solutions pour améliorer la durabilité des exploitations. Il est en tout cas nécessaire de promouvoir cette production locale auprès des consommateurs du Grand Avignon.

Les actions actuellement en place

La Chambre d'agriculture et le Grand Avignon sont d'ores et déjà présents au Salon Med'Agri porté par la Chambre régionale d'Agriculture, aux Drives fermiers en direct de nos fermes installés par la Chambre d'Agriculture, au Week-end gastronomique, au Forum sur la transmission des exploitations, aux actions en faveur de la préservation du foncier agricole et dans l'élaboration du Programme Alimentaire Territorial du Grand Avignon.

Ecrit par le 14 février 2026



Le Mas Baudouin Copyright Grand Avignon

La Chambre d'agriculture

Ecrit par le 14 février 2026

accompagne les agriculteurs tout au long de la vie de leur entreprise et dans le pilotage de celle-ci. Sur le plan technique il est question d'optimisation des pratiques, de performance économique, sociale et environnementale, autour d'audits, diagnostics, certifications, conseils, publications... Egalement dans la commercialisation des produits et services, notamment sur les circuits courts, la marque Bienvenue à la ferme, la valorisation des filières, les outils innovants de la smart agriculture. La Chambre d'agriculture de Vaucluse est en lien étroit avec les collectivités territoriales, travaille sur la gestion de l'eau, le foncier, la préservation des terres agraires et l'amélioration des bilans énergie et carbone et la production d'énergies renouvelables à partir du soleil ou de la biomasse..

Le président du Syndicat Rhône Ventoux signe une tribune qui met en lumière la crise de l'eau

Ecrit par le 14 février 2026



Le 29 mai dernier, le journal *Le Monde* a publié une tribune de la [Fédération nationale des collectivités concédantes et régies](#) (FNCCR) intitulée « [L'eau potable en péril : il est temps d'agir](#) » qui met en lumière la crise qui menace la qualité des ressources en eau et la capacité des collectivités à fournir une eau potable de qualité aux concitoyens. Une tribune signée notamment par Jérôme Bouletin, président du [Syndicat Rhône Ventoux](#).

« La crise de l'eau n'est plus un risque, c'est une réalité. » C'est ainsi que commence la tribune publiée dans *Le Monde* et signée par une soixantaine de représentants de collectivités organisatrices du service public de l'eau, dont le Syndicat des eaux Rhône Ventoux, représenté par son président Jérôme Bouletin.

La tribune dénonce une eau potable menacée par des pollutions diffuses et persistantes, mais aussi par des épisodes de sécheresse de plus en plus nombreux et longs qui s'intensifient avec le changement climatique. À travers cet écrit, la FNCCR demande plusieurs choses comme :

- Incrire dans la loi la sanctuarisation des aires d'alimentation de captages afin de limiter les pollutions dans ces zones et à encourager une transition vers des pratiques agricoles durables, excluant l'usage de pesticides de synthèse.

Ecrit par le 14 février 2026

- Assurer la cohérence des politiques publiques avec les obligations de santé publique en matière d'eau potable.
- Accompagner la transition agro-écologique des agriculteurs au travers d'un soutien économique et technique vers des pratiques plus durables, ainsi que pour financer les infrastructures nécessaires à la production d'eau potable de qualité.

L'eau est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures en France. Elle fait notamment l'objet d'une nouvelle chaire universitaire à Avignon Université : GeEAUde, une structure unique en France dédiée aux eaux souterraines.

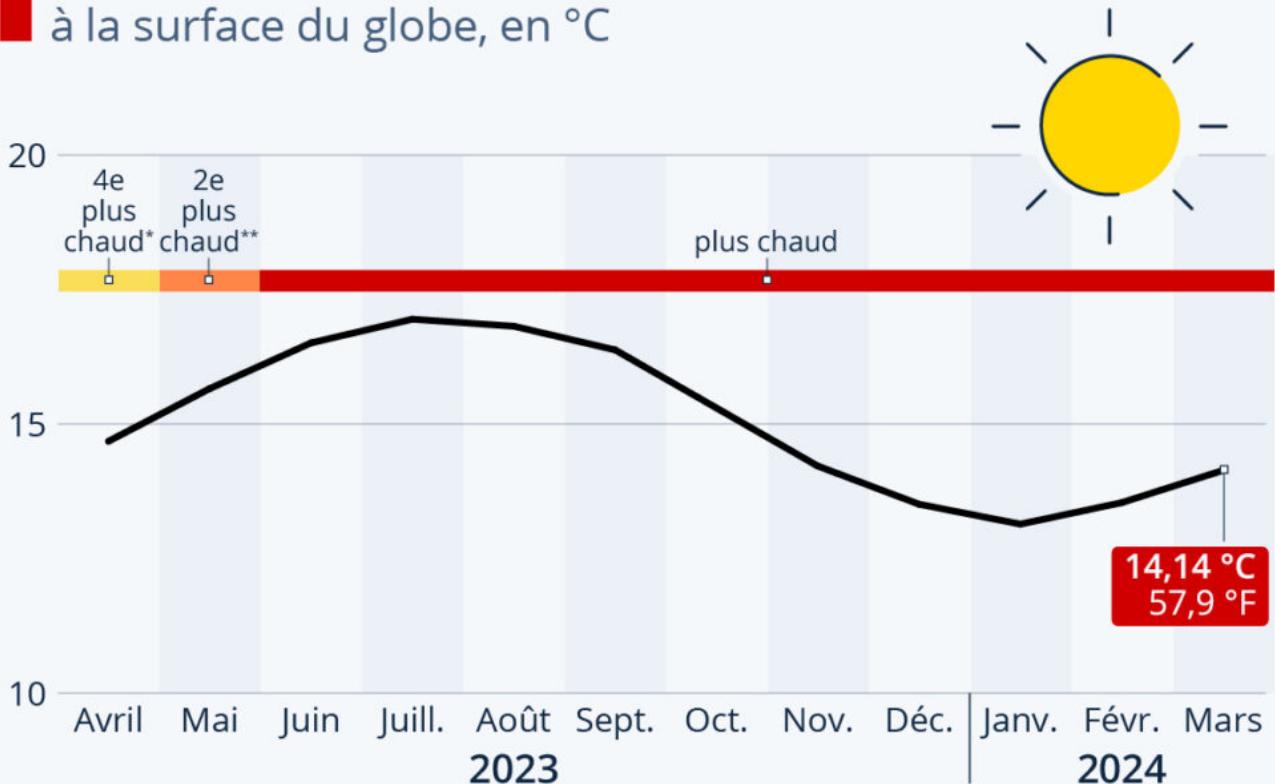
[GeEAUde : l'Histoire d'eau bien en chaire de l'université d'Avignon](#)

Mars 2024, dixième mois d'affilée de chaleurs historiques

Ecrit par le 14 février 2026

Mars 2024, dixième mois d'affilée de chaleurs historiques

Température moyenne mensuelle de l'air à la surface du globe, en °C



* plus chaud mois d'avril enregistré : 2016 ** plus chaud mois de mai enregistré : 2020

Source : Copernicus



statista

C'est un nouveau record inquiétant : mars 2024 a été le plus chaud enregistré à la surface du globe, portant ainsi à dix le nombre de mois consécutifs à battre des records de chaleur. D'après les plus récentes [données](#) de l'observatoire du climat de l'Union européenne Copernicus, la température au mois de mars a été en moyenne 1,68 °C plus élevée qu'un mois de mars de l'ère préindustrielle. Lors des douze derniers mois, la température moyenne s'est établie à 1,58 °C au-dessus du climat de l'ère

Ecrit par le 14 février 2026

préindustrielle, au-delà des limites de l'accord de Paris, qui vise un réchauffement inférieur à 1,5 °C. Pour ce qui est de la température des océans, le mois de mars a également établi un nouveau record absolu, avec 21,07 °C de moyenne mesurés à leur surface par Copernicus, hors zones proches des pôles, une température légèrement supérieure aux 21,06 °C enregistrés en février.

Juillet 2023 reste pour l'instant [le mois le plus chaud](#) jamais mesuré sur notre planète : l'année avait été marquée par le phénomène climatique [El Niño](#), qui a pour origine une anomalie de température des eaux de surface du Pacifique Sud. Ce phénomène avait participé à l'accentuation du réchauffement, et entraîné la multiplication d'événements météorologiques extrêmes.

« La température moyenne mondiale est la plus élevée jamais enregistrée », a déclaré Samantha Burgess, directrice adjointe de Copernicus. « Pour stopper le réchauffement, il faut réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre ».

De Valentine Fourreau pour Statista

Isema-Isara : afterwork sur les grands enjeux de l'eau en Vaucluse

Ecrit par le 14 février 2026



L'[Isema](#), école de commerce spécialisée sur les secteurs de la Naturalité et l'[Isara](#), école d'Ingénieur en agronomie, innovation, alimentation et environnement, organisent un afterwork sur les grands enjeux de l'eau ce jeudi 16 novembre dans leurs locaux avignonnais.

[Karine Viciana](#), directrice de la [Maison Régionale de l'Eau de Barjols](#), Gatien Matard de l'[association Semailles](#), et [Jean-François Brun](#), adjoint au directeur du développement de la [société du Canal de Provence](#), animeront une conférence débat sur l'impact du changement climatique sur la ressource de l'eau. Ils feront un état des lieux des ressources en Vaucluse et sur les territoires les plus vulnérables, et redéfiniront le contexte dans lequel la baisse du niveau de l'eau sur les territoires doit amener à trouver des solutions collectives et individuelles dans la gestion du partage de l'eau. Cette conférence sera suivie d'un moment d'échanges.

Jeudi 16 novembre. De 18h à 20h30. [Inscription obligatoire](#). 105 Rue Pierre Bayle. Avignon.

Ecrit par le 14 février 2026

**LES
AFTERWORK
ISEMA / ISARA**

**16 NOVEMBRE
2023
18H>20H30**



LES GRANDS ENJEUX DE L'EAU

Face à une ressource qui s'amenuise, quelles solutions sur notre territoire (collectivités, agriculture, particuliers)?



V.A.